

Le dialogisme dans le discours journalistique : incorporation virtuelle de l'allocutaire par le locuteur dans le texte

Dieudonné BAYANG WILBA LOUMBÉLÉ
Université de Ngaoundéré-Cameroun

Résumé : Le discours journalistique n'est pas du tout neutre. Il oriente la lecture du lecteur. Le genre d'opinion (analyse) fait recours aux stratégies discursives contribuant à l'adhésion de l'allocutaire. Dans un genre journalistique comme l'analyse, le dialogisme permet d'établir un dialogue fictif entre le locuteur et l'allocutaire. La question et la réponse sont, en effet, les procédés primordiaux qui donnent lieu à l'interaction. En dépit du fait que les contraintes discursives du genre rédactionnel, à l'instar de l'analyse, ne permet pas la présence des pronoms « tu » ou « vous » comme dans un dialogue ordinaire, où différents locuteurs prennent la parole à tour de rôle, l'analyste parvient à trouver des stratégies argumentatives qui correspondent aux contraintes situationnelles. Cet article entend analyser la scénarisation du dialogue virtuel entre le locuteur et l'allocutaire dans les quotidiens *Cameroon Tribune* et *Le jour*.

Mots-clé : Dialogisme - discours journalistique - allocutaire - locuteur.

Abstract: The journalistic speech uses dialogism for establishing a dialogue between an orator and an allocator. The dialogical markers contribute to incorporate the allocator in the orator's speech; the speakers succeed in persuading the newspaper readers. The question and the answer are the essential processes which further the interaction. This article intends to revisit through *Cameroon Tribune* and *Le jour* how the orator and newspapers participate to virtual dialogue. We adopt Pierre Patrick Haillet method which revisits interrogative enounces.

Key-words: Dialogism- journalistic speech -allocator - orator.

Introduction

Le terme « dialogisme » signifie dans notre étude, le fait d'incorporer l'allocutaire (et la voix collective) dans le texte, en menant un dialogue fictif avec ces êtres, à travers des marqueurs dialogiques : des pronoms (marquant des êtres discursifs), des discours directs et des interrogations. Ces morphèmes permettent d'insérer l'allocutaire dans le texte et de former des séquences dialogiques.

La visée persuasive amène l'analyste-journaliste à incorporer ses lecteurs dans son argumentation. Une façon d'engager l'allocutaire-lecteur (pour ensuite le convaincre) est de dialoguer avec lui. Étant donné que les contraintes discursives de l'analyse (genre rédactionnel) ne permet pas la présence de *tu* ou *vous* comme dans un dialogue ordinaire, où différents locuteurs prennent la parole à tour de rôle, l'analyste ne peut pas adresser la parole directement au lecteur, il faut trouver des stratégies argumentatives qui correspondent aux contraintes situationnelles. Il s'agit de donner l'impression que les lecteurs mènent l'argumentation avec l'analyste. La question et la réponse sont les procédés primordiaux de cette interaction, et la question rhétorique est un procédé qui, à cause de la forme interrogative, arrive à incorporer les lecteurs tout en respectant les contraintes discursives de l'analyse. La stratégie argumentative de la question rhétorique consiste à mettre en scène deux actants. Il s'agit d'un dialogue virtuel que l'analyste mène avec ses lecteurs. Dans ces types de séquences, il y a un point de rencontre entre polyphonie et dialogisme. Les interrogations suivantes guideront notre analyse : Comment se manifeste le dialogisme dans l'analyse en tant que genre journalistique ? Quelle est la stratégie mise à contribution en vue de persuader le lecteur ? Comment la question rhétorique participe-t-elle de l'interaction entre le locuteur et l'allocutaire ? En quoi le dialogisme influence-t-il et consacre-t-il l'analyse en tant qu'écriture journalistique ? Nous trouverons des réponses à ces questions à travers l'analyse de notre corpus extrait des quotidiens *Cameroon Tribune* et *Le jour*. Notre démarche analytique des énoncés interrogatifs s'inscrit dans la perspective de Pierre Patrick Haillet (2002) qui démontre l'importance et l'influence des questions rhétoriques.

1. Usage rhétorique de la question ou l'interrogation dialogique

La question rhétorique met en scène le locuteur et l'allocutaire. La mise en scène de l'allocutaire dans le discours par le locuteur-journaliste intègre certaines stratégies qui donnent lieu à un dialogue virtuel entre les deux instances d'énonciation. Ainsi, le locuteur inclut l'allocutaire dans son texte sous forme de question ; il lui adresse la parole, comme dans un vrai dialogue. Par défaut, l'interrogation établit la présence d'un allocutaire au niveau textuel. Nous dirons ainsi que le texte peut être *dialogique* sans être *dialogal* : il est polyphonique dans le sens ducrotien, c'est-à-dire qu'il garde le même locuteur, tout en présentant des traits de dialogue (questions, adressées à quelqu'un). C'est ainsi que nous percevons, à travers des questions rhétoriques, la présence de l'allocutaire dans le texte.

Haillet (2002), distingue quant à lui parmi les énoncés interrogatifs, les questions *totales*, celles qui s'accommodent des réponses *oui* ou *non* « tout court » (par exemple *Tu veux un carré de chocolat ?*) et les questions *partielles*, celles qui n'admettent ni *oui* ni *non* comme réponses (telles que : *A qui ai-je l'honneur ? Quelle carte postale préférez-vous ?*)

L'énoncé interrogatif tout comme l'injonctif a des effets assez similaires que l'énoncé exclamatif. Ce sont des indicateurs forts de la présence du journaliste dans son énoncé, car ils dénotent un état psychologique particulier (d'incertitude, d'étonnement, de perplexité, d'excitation, etc.) du locuteur face à l'objet de son discours. Parmi les actes de discours marquant la subjectivité, l'interrogation est la forme la plus susceptible qui apparaît en grande partie dans les articles d'opinion. Dans ses articles d'informations, l'énoncé à la forme interrogative peut faire l'objet de deux interprétations : soit que le journaliste semble s'interroger lui-même sur un fait, un événement ou sur une réalité donnée. Dans ce cas, l'énoncé est résolument subjectif car il nous projette littéralement dans l'esprit de celui qui s'interroge ; soit que la question semble s'adresser au lecteur : dans ce cas de figure, l'énoncé accentue la fonction relationnelle ou intersubjective du discours. Quoiqu'il en soit pour les deux cas, un énoncé à la forme interrogative ne peut être dit objectif car à travers ce procédé, l'énonciateur veut transmettre une idéologie. Ainsi, il y a subjectivité entre le journaliste (ou le journal) et son lecteur un rapport (de cohésion ou de rejet) qui autorise le journaliste à s'adresser au lecteur sous le mode interrogatif à valeur interpellatrice. Le procédé de questionnement traduit une expression de la part de l'énonciateur envers l'énonciataire, le premier interpellant le second soit en attirant son attention sur un sujet, soit en l'amenant à prendre position sur le sujet pour lequel il est interpellé.

Notre démarche analytique des énoncés interrogatifs s'inscrit dans la perspective de Haillet. Elle va consister à caractériser de manière succincte chaque type de question répertoriée. Elle sera simultanément polyphonique afin de mettre en exergue le lien entre la *nature* des représentations correspondantes et leur *fonctionnement* en discours.

2. Interrogation totale : principes d'analyse

2.1. Caractéristiques formelles des questions totales

Nous allons nous appesantir sur les questions *totales* indépendantes syntaxiquement. Pour cette dernière catégorie, on opérera une distinction tripartite en fonction des marques de l'interrogation, tout en tenant compte de la polarité – positive ou négative – de l'énoncé interrogatif.

2.1.1. Interprétation des questions totales et « assertion sous-jacente »

Pour rendre compte des interrogations totales, nous ferons recours au concept «**assertion sous-jacente à la question**», forgé par Haillet (1998c / 2001, 2002) à la suite des modèles théoriques (Borillo, 1979, 1981 ; Anscombe, 1981, Anscombe et Ducrot, 1981) à visée plus générale.

Ainsi, nous considérons qu'une question totale est interprétée fondamentalement comme la demande faite à l'interlocuteur de *prendre position à l'égard de l'assertion sous-jacente à cette question* ; d'éventuels effets secondaires constatés en discours seront décrits par le biais de l'attitude qu'adopte à l'égard de cette assertion le locuteur de la question.

Pour ce qui est de la polarité de la question, elle ne correspond pas toujours à celle de la question : c'est le cas pour certaines interrogatives qui, comme l'a souligné (Borillo 1979), contiennent des éléments incompatibles avec une assertion négative, notamment *un peu*, *passablement*, etc.

Il convient de préciser que le concept *assertion sous-jacente* se situe au niveau de la *langue* ; ce qui revient à dire que l'assertion sous-jacente ne varie pas d'une occurrence à une autre. En revanche, l'environnement discursif de l'occurrence peut conduire à attribuer au locuteur de la question totale (au sens de locuteur en tant que tel, origine de l'interrogative) *diverses attitudes* à l'égard de l'assertion sous-jacente, notées schématiquement « ASJT ». Il nous semble indispensable de représenter les différents cas de figure sur un continuum dont les deux extrêmes, question véritable et question rhétorique, se définissent. Ainsi, à un extrême, le locuteur *cherche simplement à s'informer* et demande à l'interlocuteur de prendre en charge soit « ASJT », soit « non-ASJT », ou encore « ni ASJT, ni non-ASJT », « plutôt ASJT », etc. Dans ce cas, l'interprétation d'une interrogative totale comme une « **question véritable** » revient à dire à *ne pas attribuer à son locuteur* d'attitude particulière quant à « ASJT » ; à l'autre extrême, la question est interprétée comme ayant pour fonction discursive de représenter comme *évidente pour son locuteur* une fonction donnée, et l'effet de sens produit correspond alors à ce qu'on appelle alors « **interrogation rhétorique** ». Le locuteur cherche dans ce cas, non pas à s'informer mais à faire admettre le point de vue dont rend compte l'assertion correspondant à la réponse donnée à voir comme « allant de soi ».

Entre ces deux extrêmes, la question peut se trouver interprétée comme *orientée*, *dirigée*, *demande confirmation*, etc. et comme exprimant – en plus de la demande de prise de position quant à « ASJT » – une attente plus ou moins marquée du locuteur, invitant le destinataire à l'interrogative à prendre en charge l'assertion qui correspond à la réponse représentée comme prévisible ou espérée.

Une question est considérée comme « **rhétorique** » lorsqu'on considère qu'elle représente comme évidente pour son locuteur une assertion susceptible de constituer la réponse négative.

Par ailleurs, l'interprétation d'une interrogation totale comme « *orientée* », « *dirigée* » - ou encore comme une « **demande de confirmation** » - revient à considérer le locuteur manifeste, plus ou moins nettement, sa *prédisposition à admettre tel ou tel point de vue* susceptible de constituer une réponse à sa question.

Si on s'en tient à l'hypothèse de Haillet (1998c / 2001, 2002), on peut en somme résumer ces différents cas de figure : une question totale est interprétée fondamentalement comme une demande de prendre position à l'égard de l'assertion sous-jacente à cette question. Au cours de l'analyse, d'éventuels *effets de sens secondaires* constatés dans le discours doivent faire l'objet d'une description en termes d'attitude(s) adoptée(s) à l'égard de cette assertion par le locuteur de la question. Autrement dit, une question totale indépendante syntaxiquement constitue une représentation particulière d'un point de vue déterminé par rapport à l'assertion sous-jacente, à l'égard duquel le destinataire est invité à se positionner.

Pour la plupart des questions totales, l'assertion sous-jacente s'obtient en enlevant les marques de l'interrogation.

Parmi les interrogations relevées dans notre corpus dont les articles abordent la thématique que nous avons évoquée en amont, on distingue l'interrogation totale interprétée comme « véritable » et l'interrogation totale interprétée comme « orientée ».

2.1.2. Interrogation totale interprétée comme « véritable » en rapport avec la thématique « La lutte contre la secte islamiste Boko Haram »

Le corpus qui est un genre rédactionnel d'opinion (analyse) abonde en interrogations totales. Parmi celles-ci, nous avons répertorié les interrogations totales interprétées comme « véritables » :

(1) En attendant le rapport sur les exactions de Boko Haram...

*Ils ont couru dans un hôtel de la place, battre le rappel des médias, oubliant peut-être de se rendre au Tribunal militaire de Yaoundé, où se tient depuis quelques semaines, un procès de présumés terroristes. Un procès en bonne et due forme, ouvert au public. Preuve que le Cameroun n'a rien à cacher dans cette guerre qui lui a été imposée alors que le pays s'engageait dans son ambitieux chantier de relance de croissance. Cet ennemi barbare à souhait a visiblement les faveurs de ces « défenseurs » des droits de l'Homme. C'est sa chance. **Faut-il alors attendre que nous devenions tous terroristes pour espérer être défendus par Amnesty International ?***(CT N° 11137/7336-42^e année du 15.07.2016, p.5).

A côté des interrogations totales interprétées comme « véritables », et nous avons des interrogations totales interprétées comme « orientées ».

(2) Les observateurs voient dans l'action de TI (ndlr, Transparency International) l'objectif de favoriser la globalisation économique, en ouvrant aux entreprises multinationales de nouveaux marchés, à tous les prix, même en accusant de corruption les gouvernements qui résistent. **Vrai ou faux ?**

(CT N°11078/7277-41^e année du 19.04.2016, p.5)

(3) L'Afrique, convoitée pour les richesses de son sol et de son sous-sol, dont les atouts pour le développement économique de la plupart des pays qui la composent sont désormais vantés, **n'est-elle pas devenue aussi un vaste champ d'expérimentation des réponses occidentales véhiculées par des ONG aux problèmes de société ?**

(CT N°11078/7277-41^e du 19.04.2016, p.5)

(4) Manipulation

La saison rapports « accablants »

Dans une classification peu floue des pays en fonction du résultat d'une évaluation tout aussi imprécise de la situation des politiques et libertés publiques, et constituée

*de trois groupes : « Libre », « partiellement libre » et « pas libre », le Cameroun se trouve dans la dernière catégorie. **Faut-il s'en étonner ? Non.** Pas que le Cameroun soit effectivement le cimetière des libertés et de la démocratie. Pas que le pays soit le coupe-gorge que certaines Organisations non-gouvernementales et autres procureurs du même acabit ont entrepris de dépeindre allégrement la réalité ou en grossissant volontiers le trait pour le discréditer aux yeux de la communauté internationale. Si ce énième rapport n'étonne pas, c'est bien parce qu'il n'est pas le premier. Depuis septembre dernier, une série de rapports tombent régulièrement sur le Cameroun. Ils concernent la situation sécuritaire, les droits de l'Homme, la démocratie, etc. Et l'on imagine bien qu'il ne sera pas le dernier. On sait les ONG occidentales et leurs commanditaires cachés, très friands de contextes bouillants comme celui que vit le actuellement Cameroun.*(CT N°11078/7277-41^e année du 19.04.2016, p.4)

(5) *N'y a-t-il pas une réflexion à mener pour ne pas demeurer soumis au « **jugement dernier** » des ONG occidentales ?* (CT N°11078/7277-41^e année du 19.04.2016, p.5)

Dans l'énoncé (1), on a affaire à une interrogation rhétorique totale. Cette question a pour fonction discursive de représenter comme évidente pour son locuteur une réponse donnée. Elle oriente implicitement vers le point de vue affirmatif "oui". Ce point de vue - qui n'est pas représenté comme assumé par le locuteur- pourrait être paraphrasé par l'assertion « Oui, il faut alors attendre que nous devenions tous terroristes pour espérer être défendus par Amnesty International ». Nous constatons, par ailleurs, l'insertion du locuteur dans le texte : « [...] que **nous** devenions tous terroristes [...] ». En présentant son point de vue sous forme d'une question rhétorique, le locuteur-journaliste arrive à incorporer dans son argumentation non seulement le lecteur en lui adressant la parole, mais aussi la voix idéologique.

Dans l'énoncé (5), il s'agit d'une question totale, une interrogative inversée. L'assertion sous-jacente à cette question est : Il y a une réflexion à mener pour ne pas demeurer soumis au « jugement dernier » des ONG occidentales. Cette question est également orientée. En effet, l'interrogation ici est comprise comme invitant à répondre par *oui*, de ce fait, à prendre en charge « Il y a une réflexion à mener pour ne pas demeurer soumis au "jugement dernier" des ONG occidentales » - qui correspond à l'assertion sous-jacente à l'interrogative. La question se trouve interprétée comme *orientée, dirigée, demande de confirmation*. En plus de la demande de prise de position quant à « ASJT », le locuteur exprime une attente plus marquée, invitant le destinataire de l'interrogative à prendre en charge l'assertion qui correspond à la réponse représentée comme prévisible ou espérée. Autrement dit, cette question a pour fonction discursive de représenter comme évidente pour son locuteur une réponse donnée ; ici, ce point de vue – qui n'est pas représenté comme assumé par le locuteur – pourrait être paraphrasé « Oui, il y a une réflexion à mener pour ne pas demeurer soumis au « jugement dernier » des ONG occidentales ». La question insère également l'allocutaire dans le discours : le journaliste interpelle le destinataire en lui adressant directement la parole. Grâce à cette stratégie interrogative, il incorpore ainsi l'allocutaire dans le discours. Le locuteur associe le destinataire à ses propos par un lien d'accord. La question rhétorique utilisée par le chroniqueur agit sur l'allocutaire en l'amenant

à se prononcer sur les critères et les indicateurs définis par ces ONG ou encore par les « commanditaires » de ces « rapports accablants ».

Dans l'énoncé (5), la question rhétorique adressée à l'allocutaire invite celui-ci à réagir par rapport au « **jugement dernier** » des ONG occidentales. Cette question rhétorique sous-entend qu'on a trop entendu parler des rapports « accablants » et appelle l'allocutaire à se prononcer. En faisant recours à cette question, l'allocuteur arrive à engager le lecteur dans son argumentation, à l'insérer dans un dialogue fictif où il mène le dialogue avec lui. La question dialogique incite par ailleurs l'allocutaire à tirer la conclusion visée, et donc à prendre en charge ce point de vue conclusif : « Oui, il y a une réflexion à mener pour ne pas demeurer soumis au “jugement dernier” des ONG occidentales ». Le locuteur intègre ainsi l'allocutaire dans son discours ; il s'agit d'un certain dialogisme entre ces deux êtres discursifs qui réfutent ensemble le point de vue selon lequel “Les Africains ne pourraient pas élaborer leurs propres critères d'évaluation, fondés sur leurs valeurs propres à l'instar de la solidarité et empruntant aux valeurs universelles”. Le locuteur met ainsi en scène, à travers la question rhétorique niée, un dialogue fictif et évocateur reflétant la problématique des rapports sur les libertés publiques et les droits de l'Homme au Cameroun : d'où le titre de l'article « Manipulation : la saison des rapports “accablants” ».

Pareillement, nous avons affaire à une question totale orientée dans l'énoncé (3). En effet, le locuteur invite le destinataire à prendre en charge l'assertion qui correspond à la réponse représentée comme prévisible ou espérée, à savoir : « L'Afrique est devenue un vaste champ d'expérimentation des réponses occidentales véhiculées par des ONG aux problèmes de société ».

Toutefois dans (2), au-delà du caractère *orienté* de l'interrogation du locuteur, la question est interprétée comme une *demande de confirmation* attendue du destinataire. Le locuteur démontre d'abord que “Les observateurs voient dans l'action de TI (Transparency International) l'objectif de favoriser la globalisation économique, en ouvrant aux entreprises multinationales de nouveaux marchés, à tous les prix, même en accusant de corruption les gouvernements qui résistent” avant de demander au destinataire de confirmer si son point de vue est **vrai** ou **faux**. Il invite ainsi le destinataire à adhérer à son argumentaire. Son interrogation est orientée, car l'argumentaire qu'il avance avant de poser la question au destinataire oblige celui-ci de répondre par **vrai** au détriment de **faux**.

Par contre dans (4), le point de vue est représenté comme assumé par le locuteur, puisqu'il répond lui-même à la question qu'il pose. La question **Faut-il s'en étonner ?** oriente le point de vue affirmatif « Non » qui est une réponse explicitement formulée par l'énonciateur lui-même. La négative **non** est donc une réplique par rapport à la question de savoir **Faut-il s'en étonner ?** Cette interrogation du locuteur appelle obligatoirement l'adhésion du destinataire, puisqu'il lui impose son point de vue, notamment **Non**. Il fait assumer son point de vue au destinataire contre le gré de celui-ci, puisqu'il ne lui donne pas la possibilité de donner une réponse contraire à la sienne. Sa réponse (**Non**) vient à point nommé confirmer son hypothèse relativement aux rapports de d'Amnesty International : le Cameroun

se trouve, du point de vue du locuteur, dans la catégorie « pas libre », une classification peu floue, une évaluation tout aussi imprécise qu'inobjective selon le locuteur.

Le journaliste ne pouvant pas adresser la parole directement aux lecteurs, il lui faut trouver des stratégies argumentatives qui correspondent aux contraintes situationnelles de ce genre. La question et la réponse sont les procédés primordiaux de cette interaction, et la question rhétorique est un procédé qui, à cause de la forme interrogative, arrive à incorporer les lecteurs tout en respectant les contraintes discursives de l'analyste. La stratégie argumentative de la question rhétorique niée consiste à présenter, de façon évocatrice, les deux points de vue, dont l'un est réfuté. Il s'agit d'un dialogue virtuel que l'analyste mène avec ses lecteurs. Ces questions pour la plupart sont des questions rhétoriques. Elles visent à convaincre le destinataire. L'interrogation interpelle donc le lecteur. Elle peut être interprétée comme étant une forme d'inscription marquant de manière discursive la présence du lecteur dans l'énoncé ; une présence voulue par le locuteur-journaliste qui veut faire de l'allocutaire un « co-locuteur » ou un « co-énonciateur » en confortant l'interpellation par les multiples interrogations ; il renforce ainsi l'illusion du réel. Il ne cherche pas à s'informer, mais à faire admettre le point de vue dont rend compte l'assertion correspondant à la réponse donnée à voir comme « allant de soi ».

3. Interrogation partielle : principes d'analyse

3.1. Caractéristiques formelles des questions partielles

De manière générale, toutes les questions partielles indépendantes syntaxiquement se caractérisent par la présence d'un « segment interrogatif » qui peut être, un pronom (*qui, quoi...*), un adverbe (*où, comment, pourquoi, quand...*), ou un syntagme qui se combine avec *que(les)* ou *combien de*. Ce segment interrogatif peut se combiner avec d'autres marques de l'interrogation (« EST-CE QUE », inversion de l'ordre « sujet-verbe », postposition au verbe d'un sujet pronominal).

3.1.1. Interprétation des questions partielles : cadre discursif et « assertion sous-jacente » en rapport avec la thématique « La lutte contre la secte islamiste Boko Haram »

En énonçant une question partielle, son locuteur met nécessairement en place un «*cadre discursif* » paraphrasable par une assertion. (Haillet 2002).

Une interrogation partielle constitue fondamentalement la représentation de son locuteur, comme adoptant soit le point de vue correspondant à l'assertion sous-jacente, soit le point de vue opposé, et comme invitant le destinataire du discours à se positionner par rapport à l'assertion sous-jacente à cette question partielle.

Pareillement, interpréter une interrogation partielle comme une *question véritable* revient à considérer que *le locuteur adopte le point de vue correspondant à l'assertion sous-jacente* et à ne pas lui attribuer, par ailleurs, de point de vue susceptible de constituer une réponse spécifique à la question posée. L'interprétation d'une interrogative partielle comme

rhétorique a pour corollaire l'attribution à son locuteur d'un point de vue représenté par son discours comme évident, comme « allant de soi ». Deux types de cas sont susceptibles de se présenter. Dans le premier cas de figure, ce point de vue peut correspondre au contraire à l'assertion sous-jacente. Dans le deuxième cas de figure, on attribue au locuteur non seulement le point de vue correspondant à l'assertion sous-jacente, mais aussi un point de vue correspondant à une réponse spécifique.

Nous avons pu identifier des questions partielles dans les articles de presse de nos deux quotidiens dont le genre rédactionnel usité est l'analyse :

(6) En attendant le rapport sur les exactions de Boko Haram...

[...] comment une organisation aussi « reconnue », réussit, sans gêne, sans recul, à mettre sur le même pied d'égalité, agresseur et victime, en présentant la victime comme le bourreau. D'accord, il est légitime d'être effrayé par la perspective de s'aventurer sur les terres de la ligne de front avec pour seule protection, un badge « Amnesty International ». Enquêter en zone de guerre n'est pas aisée, on l'accorde. Mais les exactions de la secte islamiste Boko Haram sont tout ce qu'il y a de plus spectaculaire. Donc, pas besoin de voir les dégâts de cette œuvre d'obscurantisme.(CT N° 11137/7336-42^e annéedu 15.07.2016, p.5).

(7) How do these international censors see this war only from the other side; undermining the much suffering our troops are going through in other to get back lost ground and also keep numerous terrified villagers in safety even if only psychologically? (CT N°11078/7277-41^e année du 19.04.2016, p.4)

(8) Ces rapports qui embarrassent le pouvoir

Comment comprendre la position du gouvernement qui s'attèle chaque fois à réagir pour dénoncer les limites et incongruités desdits rapports ? (LJ N°2171 du 22.04.2016, p.3)

(9) Manipulation : la saison des rapports « accablants »

Pourquoi les Africains, même dans le cadre des institutions panafricaines existantes, ne pourraient-ils pas élaborer leurs propres critères d'évaluation, fondés sur leurs valeurs propres à l'instar de la solidarité et en empruntant aux valeurs universelles, puisque notre continent n'évolue pas en vase clos et rien d'humain ne lui est étranger ? [...] Heureusement, sur l'Afrique, il y a d'autres sons de cloches que ceux des ONG évoqués. Au cas par cas, les institutions de BrettonWoods, le FMI et la Banque mondiale reconnaissent et apprécient les efforts menés dans plusieurs pays. Il en est ainsi du Cameroun dont la résilience de l'économie et les efforts pour soutenir et améliorer la croissance sont appréciables.(CT N°11078/7277-41^e année du 19.04.2016, p.5)

Dans l'énoncé (6), le point de vue « [...] *comment une organisation aussi "reconnue", réussit, sans gêne, sans recul, à mettre sur le même pied d'égalité, agresseur et victime, en présentant la victime comme le bourreau* » est associé au locuteur-journaliste, et le point de vue « *Enquêter en zone de guerre n'est pas aisée, on l'accorde* » est associé à l'Organisation non gouvernementale Amnesty International ; cette remarque peut lui être attribuée. Ce passage est constitué par deux discours représentés, une sorte de dialogue fictif entre le journaliste et l'allocutaire. La question est adressée à ce dernier, et c'est à lui qu'il faut attribuer la réponse (fictive) qui suit : « Enquêter en zone de guerre n'est pas aisée, on l'accorde ». La forme interrogative et la locution *on l'accorde* qui a valeur d'incise nous amène à interpréter ce passage comme deux discours représentés, associés à deux êtres différents. À travers le connecteur adversif *mais* (*Mais les exactions de la secte islamiste Boko Haram sont tout ce qu'il y a de plus spectaculaire*), le journaliste se montre en désaccord avec *q* « *Enquêter en zone de guerre n'est pas aisée, on l'accorde* ». Le *on* n'englobe pas le locuteur, il n'en fait pas partie. Le *q* serait ainsi attribué à un ON-TRP, plus précisément à Amnesty International. Le point de vue « *Mais les exactions de la secte islamiste Boko Haram sont tout ce qu'il y a de plus spectaculaire* », attribué au locuteur, oriente en effet vers C « Donc, pas besoin de voir les dégâts de cette œuvre d'obscurantisme ». Ce point de vue conclusif ironique conforte le rôle du journaliste comme leader d'opinion qui soutient que l'« agresseur », c'est-à-dire « la secte islamiste Boko Haram » est un « bourreau ». En d'autres termes, le journaliste fustige « les dégâts de cette œuvre d'obscurantisme » que subissent les Camerounais de l'Extrême-Nord du pays.

Dans les énoncés (7) et (8), chaque locuteur adopte un point de vue qui correspondant à l'assertion sous-jacente ; on ne saurait attribuer à chacun des locuteurs un point de vue susceptible de constituer une réponse particulière à la question posée.

Par contre dans l'énoncé (9), le locuteur feint d'attendre une réponse de l'interlocuteur. Pourtant, c'est lui qui fournit des éléments de réponse dans la phrase qui suit. Cette question est donc une interrogation partielle rhétorique dont l'assertion sous-jacente est : « Les Africains, même dans le cadre des institutions panafricaines existantes, pourraient élaborer leurs propres critères d'évaluation » ; cette question sous-jacente se place dans le cadre discursif mis en place par la question. Nous attribuons au locuteur non seulement le point de vue qui correspond à l'assertion sous-jacente à la question, mais également un point de vue correspondant à une réponse spécifique, constituée par la suite logique de l'assertion : en effet, il suggère aux Africains des critères « fondés sur leurs valeurs propres à l'instar de la solidarité et en empruntant aux valeurs universelles ».

Par ailleurs dans la même question, se joignent les deux points de vue qui constituent le fil conducteur du texte : « Dans le cadre des institutions panafricaines existantes, les Africains pourraient élaborer leurs propres critères d'évaluation » et « Dans le cadre des institutions panafricaines existantes, les Africains ne peuvent pas élaborer leurs propres critères d'évaluation ». L'interrogation déclenche ainsi, de même que la négation, deux points de vue en opposition. En effet, si les occidentaux ont créé une organisation qui est le baromètre d'évaluation du respect des droits de l'Homme, pourquoi les Africains n'en créeraient une qui

serait crédible puisque, à en croire le chroniqueur, le «continent n'évolue pas en vase clos et rien d'humain ne lui est étranger».

La question posée (dialogique) incite l'allocutaire à tirer la conclusion visée, et donc à prendre en charge ce point de vue conclusif : Il faut aux Africains "élaborer leurs propres critères d'évaluation, fondés sur leurs valeurs propres à l'instar de la solidarité et en empruntant aux valeurs universelles". Le locuteur intègre ainsi l'allocutaire dans son discours ; il s'agit d'un certain dialogisme entre ces deux êtres discursifs qui réfutent ensemble le point de vue selon lequel "Dans le cadre des institutions panafricaines existantes, les Africains ne pourraient pas élaborer leurs propres critères d'évaluation". Le locuteur met ainsi en scène, à travers la question rhétorique niée, un dialogue fictif et évocateur reflétant une opposition thématique centrale de l'article.

Les interrogations, lorsqu'elles sont niées, impliquent encore un point de vue, le point de vue réfutatif. À ce propos, il faut prendre en considération que l'orientation argumentative des questions rhétoriques affirmatives va vers le moins, et que les énoncés niés orientent en principe eux aussi, selon la loi de l'abaissement, vers le moins. Dans le cas d'une question rhétorique niée, le point de vue sous-jacent est donc réfuté (déclaré injustifié) deux fois, puisque l'interrogation d'une négation égale la négation d'une négation. De cela s'ensuit qu'une question rhétorique niée oriente vers le plus, c'est-à-dire vers une affirmation (*neg+ neg= +*) :

Etudions aussi dans l'analyse ci-dessous, la question rhétorique en rapport avec la grâce présidentielle accordée à l'avocate Franco-camerounaise Me Lydienne Yen Eyoum :

(10) **Un acte souverain**

*[...] Et dans l'ensemble, beaucoup d'opinions émises laissent à penser que l'auteur du décret présidentiel aurait signé sous la pression, du fait de la nationalité de la bénéficiaire. **La pression serait donc venue de la France, et aurait été si forte que le président de la République a pris cet acte sous contrainte ? Paul Biya serait-il donc moins patriote, moins que ceux qui s'indignent aujourd'hui ?** Au-delà des lectures affectives et autres interprétations faciles, seuls les faits resteront constants. Le premier, c'est que le président de la République, Paul Biya a accordé la grâce à une condamnée qui en avait fait la demande. Le deuxième, c'est que le chef de l'Etat ne s'est pas mis en marge de la loi en prenant cet acte dont la légitimité et la légalité sont conférées par la Constitution. Troisième fait, et les spécialistes de droit nous le confirmeront : le décret signé lundi dernier est tout, sauf une absolution complète pour Me Lydienne Yen Eyoum, qui a bel et bien été reconnue coupable de détournement de deniers publics et condamnée à cet effet par le Tribunal criminel spécial et la Cour suprême. Et si le mécanisme de la grâce présidentielle lui permet de recouvrer la liberté, il ne la dispense aucunement des peines pécuniaires prononcées à son encontre. Peines qui devraient permettre à l'Etat plaignant de rentrer dans ses droits.* (CT N° 11131/7330-42^e année du 07.07.2016, p.4)

(11) **Pas de pression sur la justice**

[...] Cela dit, le président a-t-il signé sous une quelconque pression ? A cette question aussi, à laquelle des esprits peu avisés trouvent une réponse facile, mérite une réponse à la lumière des faits. Et les faits nous imposent de reconnaître que le gouvernement français s'est bel et bien intéressé au cas Me Yen Lydienne, comme il l'a fait précédemment au sujet de Michel Thierry Atangana. Lors de sa visite d'Etat au Cameroun, il y a un an, le président François Hollande, interrogé par un journaliste avait révélé que, saisi par la famille de Mme Yen Eyoun, il en avait fait part à son homologue camerounais, tout en reconnaissant que les décisions « appartenaient au président Biya, aux autorités camerounaises et à la justice camerounaise »... Cela ne suffit pourtant pas de tirer des conclusions hâtives sur une prétendue pression, suivie d'un prétendu effet. Surtout que la réponse du chef de l'Etat camerounais au même journaliste, quelques minutes avant François Hollande, avait été très claire. Elle évoquait d'une part la nécessité de laisser la justice faire son travail ; et d'autre part, le pouvoir discrétionnaire du président de la République en conformité avec la loi. Le décret que Paul Biya a signé ce 4 juillet n'en est que suite logique. Alors trêve de bavardage ! (CT N° 11131/7330-42^e année du 07.07.2016, p.4)

(12) **La grossière intrusion de la France**

[...] Le pays de François Hollande a exigé et obtenu la libération d'une de ses compatriotes convaincue de détournement de deniers publics. Et si le passeport était devenu un blanc-seing pour voler l'Afrique ? [...] C'en est trop pour Biya qui une fois finit par céder. La belle Lydienne a eu l'astucieuse idée de se concocter un mariage qui lui a donné la nationalité française. Un passeport qui lui sauve la peau. Dans le processus, Paul Biya qui peaufine ses plans de réélection à la tête de l'Etat a voulu ménager ses alliés. Pour lui, l'honneur du pays et de la crédibilité de la justice camerounaise n'ont pas pesé bien lourd face à ses ambitions personnelles. Et le message donné par la puissance tricolore à ses ressortissants est d'une limpidité de cristal. Allez en Afrique et pillez en paix. Le bleu, blanc, rouge vous sauvera. (LJ N°2220, du 07.07.2016, p.2)

Dans les énoncés (10) et (11), la question rhétorique met en scène le locuteur-journaliste et l'allocutaire. Cette stratégie discursive donne lieu à un dialogue virtuel entre les deux instances d'énonciation, notamment l'énonciateur (le journaliste). L'interrogation contribue ainsi à la mise en scène du récepteur dans le discours : le locuteur-journaliste l'intègre dans son énoncé.

L'énonciateur inclut ainsi l'énonciataire dans son texte sous forme d'interrogation ; il lui adresse la parole, comme dans un vrai dialogue tel l'illustre énoncé suivant : « *La pression serait donc venue de la France, et aurait été si forte que le président de la République a pris cet acte sous contrainte ? Paul Biya serait-il donc moins patriote, moins que ceux qui s'indignent aujourd'hui ?* ». Cette question qui interpelle l'allocutaire établit un lien entre l'énonciateur et destinataire : leur présence se manifeste au niveau textuel. L'interrogation totale est interprétée comme « orientée », « dirigée » : il s'agit d'une

« *demande de confirmation* » formulée par le locuteur-journaliste qui attend de son interlocuteur une réponse. Selon Haillet (1998c / 2001, 2002), la question totale est interprétée fondamentalement comme une demande de prendre position à l'égard de l'assertion sous-jacente à cette question. L'interrogation amène l'allocutaire à adopter une attitude par rapport à l'énoncé. Le destinataire est alors invité à se positionner à l'égard de l'assertion du locuteur de la question.

Cependant dans l'énoncé (12), la question « *Et si le passeport était devenu un blanc-seing pour voler l'Afrique ?* » n'exige pas de l'allocutaire une réponse quelconque. Cette question a une valeur d'observation, de constat ou de remarque. Le locuteur constate un fait : les inconvénients de la double nationalité. Selon Berrendonner¹ (1981 : 166),

Il n'y a pas d'acte de question qui tienne. Questionner se ramène au propre, à manifester son inquiétude quant à la vérité d'une proposition P. Et tout ce que l'on appelle interroger n'est qu'une façon de dire qu'on ne sait pas en usant d'un procédé spécifique.

La question dans l'énoncé (12) ne met pas véritablement en scène l'allocutaire comme c'est le cas dans les énoncés (10) et (11) où un dialogue virtuel est établi entre les deux instances d'énonciation, à savoir l'énonciateur et l'énonciataire.

Conclusion

Cet article nous a permis d'examiner les liens entre les voix discursives et les voix réelles. Grâce à l'analyse de la question rhétorique, nous avons pu mettre en exergue les mécanismes d'incorporation de l'allocutaire par le locuteur dans le discours journalistique, notamment l'analyse. La négation, dans sa fonction polyphonique, constitue une stratégie argumentative permettant de répondre à la contrainte situationnelle dans le genre d'opinion qu'est l'analyse. Grâce aux marqueurs dialogiques et aux questions rhétoriques, le locuteur parvient à incorporer l'allocutaire dans son discours, à mener un dialogue fictif avec lui afin de le persuader. On a l'impression que le journaliste mène l'argumentation avec l'allocutaire. Au regard de l'ensemble des questions analysées, il se dégage un objectif à atteindre par les locuteurs-journalistes, à savoir la visée persuasive. Ils en font usage dans leurs articles pour convaincre leur lectorat, afin d'avoir l'adhésion des lecteurs. Grâce à cette visée persuasive, les journalistes parviennent à incorporer le lecteur dans une démarche argumentative : ils engagent l'allocutaire-lecteur dans un dialogue virtuel.

Références bibliographiques

1. ANSCOMBRE, Jean-Claude & DUCROT, Oswald (1981), « Interrogation et argumentation », *Langue française*, n°52. p. 5-22.
2. BERRENDONNER, Alain (1981), *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Minuit, p. 166.
3. BORILLO, Andrée (1979), « La négation et l'orientation de la demande de confirmation », *Langue française* 62. p. 37-58.

¹Berrendonner, A. 1981, *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Minuit, p. 166.

4. DUCROT, Oswald (1981), « La valeur argumentative de la phrase interrogative », dans *Logique, argumentation, conversation, Actes du Colloque de Pragmatique*, Fribourg, Peter Lang.
5. HAILLET, Pierre Patrick (2002), *Le conditionnel en français : une approche polyphonique*, Paris, Ophrys.
6. HAILLET, Pierre Patrick (1998c), « Quand un énoncé en cache un autre : le conditionnel et les relatives », in Bres, Delamotte-Legrand, F. Madray-Lesigne et P. Siblot (eds), *L'autre discours*, Montpellier III, p. 213-238.